

# AVANT - PROPOS

La vague révolutionnaire qui secoue le monde arabe, depuis le début de l'année 2011, a fait voler en éclat les clichés suivant lesquels les peuples de cette région étaient "culturellement" voués à la soumission à l'obscurantisme et au joug des despotes. Les aspirations à la démocratie et au progrès social, qui sont les moteurs de ces mobilisations, convergent en fait avec celle des peuples du monde entier. Ce n'est pas un hasard si les "Indignés" de l'Etat espagnol se sont inspirés des rassemblements géants de la place Tahrir. Prenant son envol quatorze jours après la chute du dictateur tunisien, la révolution égyptienne a constitué un chaînon décisif de cette vague qui secoue la région arabe.

Ce pays était jusqu'à présent mal connu de la plupart des militant-e-s français-e-s. L'Union syndicale Solidaires avait établi quelques contacts avec des militants cherchant à mettre sur pied un mouvement syndical indépendant du pouvoir. Nous avons notamment rencontré, en janvier 2010, Kamal Abou Aita du tout nouveau syndicat indépendant des impôts fonciers et Kamal Abbas de l'association CTUWS. <sup>(1)</sup> Nous étions loin d'imaginer, à l'époque, que nous serions amenés aussi rapidement à poursuivre de tels échanges dans un tout autre cadre. Fin mai 2011, une délégation de Solidaires s'est en effet rendue en Égypte. Ce voyage a notamment permis de rencontrer la Confédération syndicale indépendante récemment créée, plusieurs de ses structures professionnelles dont celles de l'enseignement, deux associations (ECESR et CTUWS) aidant à la mise en place d'un syndicalisme indépendant du pouvoir, une association féministe (Femme Nouvelle) tournée vers le monde du travail, et la plupart des forces politiques de gauche. Nous avons bénéficié pour ce voyage de l'aide de Françoise Clément, Mélanie Souad, Omar El Shaffei et Didier Monciaud, quatre chercheur-e-s et militant-es : sans leur aide, nombre de ces rencontres n'auraient pas eu lieu.

Ce dossier rassemble une série d'éléments visant à mieux comprendre le processus en cours et faciliter l'organisation d'actions de solidarité. On y trouve le contenu d'échanges avec nos interlocuteurs égyptiens, ainsi que des éléments glanés auprès de divers chercheur-e-s. Ce recueil est volontairement centré sur le rôle du monde du travail en s'efforçant d'y intégrer sa composante féminine.

**NB : Les textes de ce dossier ont été écrits, pour l'essentiel, fin août 2011. Ils ne tiennent donc pas compte des évènements ultérieurs.**

*(1) Rencontre de Marseille du réseau syndical euro-maghrébin (janvier 2010)*  
[www.europe-solidaire.org/spip.php?article19863](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article19863)



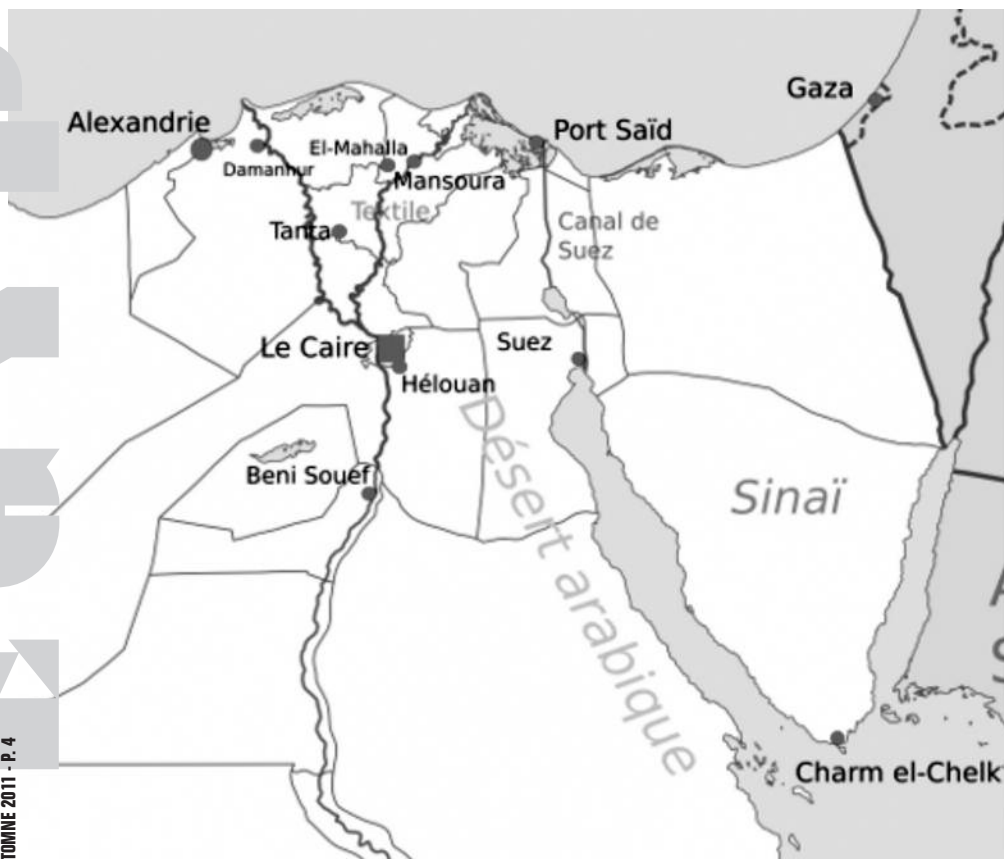
**Rassemblement place Tahrir (Le Caire) le 27 mai 2011. Au fond, on aperçoit le siège du parti de Mubarak incendié le 28 janvier. Photo : Solidaires**

# SOMMAIRE

Avant-propos	p. 1
Carte	P. 4
Quelques repères	P. 5
Une brève histoire de l'Égypte	P. 7
Des grèves prémonitoires	P. 17
<b>UNE RÉVOLUTION EN MARCHÉ</b>	
Le printemps égyptien	P. 26
Quelques dates	P. 33
Du côté des conservateurs	P. 35
Les partis de gauche	P. 39
Entretien avec Fatma Ramadan (1° partie)	P. 43
Entretien avec Khaled Ali (1° partie)	P. 45
<b>LE PROCESSUS DE RECONSTRUCTION DU MOUVEMENT SOCIAL</b>	
Le cadre de l'action syndicale	P. 51
Le CTUWS, entretien avec Kamal Abbas	P. 59
L'ECESR, entretien avec Khaled Ali (2° partie)	P. 63
Le Comité de coordination : entretien avec S. Barakat	P. 65
Entretien avec Fatma Ramadan (2° partie)	P. 71
L'association Femme Nouvelle	P. 73
<b>LA CONSTRUCTION DU SYNDICAT INDÉPENDANT</b>	
La confédération indépendante	P. 79
Le syndicat des impôts fonciers	P. 85
Le syndicat des retraités	P. 89
Le syndicalisme enseignant	P. 93
<b>LA DIFFICILE LUTTE DES FEMMES TRAVAILLEUSES</b>	
La situation des travailleuses	P. 97
Les femmes dans la révolution	P.103
<b>AU-DELÀ DES FRONTIÈRES</b>	
La place du syndicalisme dans les révolutions en Égypte et en Tunisie	P.111
Aux côtés du peuple palestinien	P.117
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	P.119



# CARTE



# QUELQUES REPERES

**SUPERFICIE** : 1 002 000 km<sup>2</sup>. La vallée du Nil et le delta, propices à l'agriculture, n'occupent que 4 % du territoire et abritent la quasi-totalité de la population.

**POPULATION** : 84 millions d'habitants. C'est le pays le plus peuplé du Moyen-Orient et du Maghreb devant l'Iran (78 millions), l'Algérie (35 millions) et le Maroc (32 millions).

**DENSITÉ** : 1 900 hab. /km<sup>2</sup> dans la vallée et le delta du Nil, soit le double de celle de l'Île-de-France.

**CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE** : + 1,3 million d'habitants par an, la population a doublé en 30 ans, le taux de fécondité est d'un peu moins de 3 enfants par femme (contre environ 6 il y a 30 ans), 65 % des égyptiens ont moins de 30 ans.

**VILLES PRINCIPALES** : Le Caire (18 millions d'habitants), Alexandrie (6 millions d'habitants).

**Taux d'alphabétisation** : 83 % des hommes et 60 % des femmes.

**Religions** : environ 90 % de musulmans sunnites ; environ 10 % de chrétiens coptes.

**Indice de développement humain** : 123<sup>e</sup> rang sur 182 pays.

**Durée légale du travail** : 8 heures par jour, 6 jours par semaine avec un maximum de 48 heures par semaine. Il est courant que des salariés effectuent des vacations de 12 heures, 6 jours par semaine.

**Salaires minimum** : 176 Livres égyptiennes par mois (21 euros) dans le secteur public.

**Salaires moyen** : environ 850 Livres (100 euros).

**Précarisation des emplois** : La loi de 2003 supprime toute limite au renouvellement de contrats de travail en CDD. Dans de nombreuses entreprises publiques, le nombre de CDD est devenu supérieur à celui de CDI.<sup>1</sup>

**Travail informel** : Plus de 60 % de la population active (dont 83 % des femmes). Ils/elles ne bénéficient donc pas d'un salaire minimum, de l'assurance-maladie, de pension de retraite, de congés maladie, de congés maternité ou de la possibilité de se syndiquer.

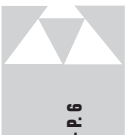
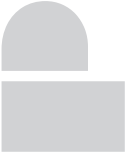
**Chômage des jeunes** : 47 % des 20-24 ans.

**Joel Beinin (7 février 2011)** : "Une famille standard de 5 personnes percevant deux salaires, dispose en général d'un revenu quotidien légèrement supérieur au seuil de pauvreté (2 dollars, soit 1,4 euro). D'après la Banque mondiale, 44 % de la population vit sous le seuil de pauvreté ou s'en approche.

La plupart des travailleurs urbains ont juste de quoi nourrir leur famille et permettre à leurs enfants de recevoir une éducation. En effet, le système scolaire est tellement défaillant qu'il est nécessaire de payer aux enfants des cours particuliers. Les gens sont criblés de dettes.

Le prix de la nourriture est monté en flèche dans les 5 dernières années, et le rythme s'accélère. La population n'en peut plus. Les difficultés économiques quotidiennes dans lesquelles se débat la population depuis une vingtaine d'années constituent la toile de fond du mécontentement politique actuel".<sup>2</sup>





**Omar Benderra** (25 Juin 2011) : *“Pour l’essentiel, la pression fiscale est supportée par les plus pauvres, par le biais des taxes sur les produits de grande consommation. L’impôt sur le revenu, qui concerne les mieux lotis, avait été ramené par l’administration Moubarak de 40 % à 20 % et vient d’être porté à 25 %”*<sup>3</sup>

<sup>1)</sup> *Beinin-Duboc (2010) p 28*

<sup>2)</sup> [www.europe-solidaire.org/spip.php?article20214](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article20214)

<sup>3)</sup> <http://blogs.mediapart.fr/blog/omar-benderra/250611/le-caire-dans-l-oeil-du-cyclone>

**Sources :**

[www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo\\_833/egypte\\_414/presentation-egypte\\_958/geographie-histoire\\_8562.html](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/egypte_414/presentation-egypte_958/geographie-histoire_8562.html)

[www.lemoci.com/Egypte/14-Legislation-du-travail.htm](http://www.lemoci.com/Egypte/14-Legislation-du-travail.htm)

[www.almasryalyoum.com/en/node/418296](http://www.almasryalyoum.com/en/node/418296)

# UNE BREVE HISTOIRE DE L'EGYPTE

## "DU BAS DE CES PYRAMIDES..."

L'histoire moderne de l'Egypte est étroitement liée à ses rapports conflictuels avec l'impérialisme occidental.

Il est significatif que lorsqu'il vient guerroyer en Egypte, le général Bonaparte ait mis en avant deux axes qui seront ensuite réutilisés par toutes les puissances étrangères débarquant dans cette partie du monde :

- Bonaparte se présente, en 1798, comme venant libérer le peuple égyptien de la caste des mamelouks ottomans,
- il incite, en 1799, les Juifs du monde entier à venir s'établir en Palestine.

## UNE TENTATIVE DE DEVELOPPEMENT AUTONOME

Contre l'intrusion militaire de Bonaparte, une grande révolte nationale a lieu en 1800. Dans la foulée, Mohammed Ali parvient au pouvoir en 1805. Ce militaire, d'origine albanaise, est persuadé que, pour résister à l'Occident, l'Egypte doit désormais s'industrialiser rapidement. Il met en place des entreprises d'Etat disposant d'un monopole dans l'armement, les chantiers navals, les filatures, le tissage, etc. La commercialisation des produits agricoles devient également un monopole d'Etat. Simultanément, l'emploi féminin urbain se répand.

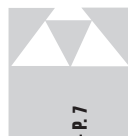
Pour certains historiens et économistes, la poursuite de cette tentative aurait pu faire de l'Egypte une puissance économique majeure, comme l'exemple japonais le suggère.


## LA MISE SOUS TUTELLE

En 1840, la défaite égyptienne face aux armées britannique et française, permet un renforcement notable du poids des puissances occidentales sur le devenir du pays. Les manufactures d'Etat sont fermées et la bourgeoisie égyptienne naissante se reconvertit dans l'agriculture d'exportation. L'emploi salarié urbain décroît, et tout particulièrement celui des femmes.

La Grande-Bretagne, première puissance industrielle du moment, peut désormais tranquillement déverser ses propres marchandises et importer le coton brut dont elle a besoin : en 1849, la Grande-Bretagne représente 41 % des importations de l'Egypte et 49 % de ses exportations<sup>1</sup>.

Une deuxième étape de la mainmise occidentale se produit par le biais financier. En 1863 a lieu le premier emprunt égyptien destiné notamment à la construction





d'infrastructures nécessaires à l'exportation du coton brut vers la Grande-Bretagne. Le financement de 45 % de la construction du canal de Suez par l'Etat égyptien explique en grande partie la banqueroute de celui-ci en 1876. Elle est suivie d'une mise sous tutelle franco-britannique et une accélération des investissements étrangers. Avec la mise en service du canal de Suez en 1869, l'Egypte prend une importance stratégique pour le capitalisme mondial. En 1882, en réaction à la révolte nationaliste de Orabi, l'armée britannique bombarde Alexandrie puis occupe "temporairement" le pays : le dernier "Tommy" quittera la zone du canal en 1956 !

Après 1882, on assiste à une croissance importante des investissements étrangers, essentiellement dans le secteur agricole, plus faiblement dans les transports et marginalement dans l'industrie.

## **LA MONTEE DES RESISTANCES AU DEBUT DU 20<sup>e</sup> SIECLE**

Les salariés embauchés par les patrons occidentaux dans les transports et l'industrie sont essentiellement d'origine étrangère. Le premier syndicat égyptien est fondé au Caire en 1900, suite à une grève des rouleurs de cigarettes, principalement grecs et arméniens. D'autres syndicats voient ensuite le jour, notamment parmi les cheminots et traminois du Caire et d'Alexandrie. La forte proportion de salariés italiens dans ces syndicats explique en grande partie leur orientation anarchiste, puis anarcho-syndicaliste. Les idées communistes se développent également suite à la révolution russe de 1917. La grande faiblesse de ce premier mouvement ouvrier est qu'il reste largement limité aux salariés d'origine étrangère, et qu'il perçoit mal de ce fait l'importance de la lutte anticoloniale<sup>2</sup>.

Au début du 20<sup>e</sup> siècle, et surtout après la Première Guerre mondiale, se développe parallèlement un mouvement nationaliste animé par des étudiants ou des anciens étudiants exerçant des professions intellectuelles. Une aile de celui-ci organise syndicalement les artisans et salariés égyptiens, dont le statut est nettement plus défavorable que celui des salariés d'origine étrangère. Il faut noter qu'à l'époque, les paysannes et les femmes des milieux populaires urbains ont rarement le visage voilé. Les chanteuses, les danseuses, les femmes colporteurs qui vont de maison en maison jouissent d'une grande liberté.

## **LA REVOLUTION DE 1919**

Sa motivation première est l'indépendance de l'Egypte. Elle se combine rapidement avec des revendications sociales<sup>3</sup>. En mars et avril, une véritable insurrection se produit dans les campagnes et se traduit notamment par l'attaque de nombreux bâtiments publics. Des grèves et des manifestations ont lieu simultanément dans les villes et reprendront à partir de l'été 1919. Des affrontements violents ont lieu avec l'armée britannique.



Le 16 mars, environ 300 femmes de la haute société égyptienne manifestent au Caire : c'est la naissance d'un mouvement féministe dont l'activité durant la lutte pour l'indépendance nationale sera décisive, qu'il s'agisse de collectes de fonds, d'organisation de boycotts ou de soutien aux grèves. Ce mouvement réclame notamment l'égalité juridique totale pour les femmes.




**Si le Conseil militaire est une ligne rouge à ne pas franchir et qu'il n'est pas possible de l'attaquer en justice, quelle est la solution ? Photo : Solidaires**

Cette révolution est marquée par une volonté de séparation du religieux et du politique : son drapeau - associant le croissant et la croix – est celui qui fera sa réapparition dans les manifestations de janvier et février 2011.

Des chrétiens coptes sont élus par des majorités musulmanes, et exercent même parfois de très hautes fonctions dans l'Etat, sans que cela ne pose le moindre problème.

Dans le contexte de l'explosion révolutionnaire de 1919, de nombreux syndicats se créent, en général à l'initiative du parti nationaliste Wafd nouvellement créé. Ces syndicats bénéficient du soutien écrasant des salariés égyptiens. Une de leur plus grande faiblesse est qu'ils sont sous la coupe de responsables n'appartenant pas au mouvement ouvrier et entretenant des rapports paternalistes avec les salariés. De leur côté, des militants de gauche fondent en février 1921 une confédération syndicale minoritaire, la Confédération générale du travail (CGT), sur le modèle des centrales syndicales européennes. Ils créent également, en août 1921, un Parti socialiste qui prend en 1922 le nom de Parti communiste égypt-





tien. La CGT et le PC ont le même secrétaire général et partagent les mêmes locaux. Si la CGT connaît une croissance notable, ce premier Parti communiste ne dépassera jamais les 1 500 membres<sup>4</sup>.

## **L'INDEPENDANCE PARTIELLE (1922-1952)**

Face à l'ampleur des mobilisations, la Grande-Bretagne finit par accorder en 1922 une indépendance partielle : elle conserve, notamment, la maîtrise de l'armée et des affaires étrangères. Une monarchie constitutionnelle se met en place sous l'égide du parti Wafd, constitué à cette époque. Les propriétaires terriens égyptiens espèrent pouvoir désormais se lancer dans l'industrie, notamment dans le textile. Ils contribuent dans ce but à la création de la banque Misr.

La puissance britannique, les grands propriétaires et la bourgeoisie urbaine cherchent à faire reculer certains acquis de la révolution de 1919. Ils parviennent en 1924 à briser la CGT ainsi que le PC "qui fut confiné jusqu'à la seconde guerre mondiale à quelques cellules isolées". En 1928, ils soutiennent activement la création de la confrérie des Frères musulmans, qui se développe massivement entre 1930 et 1940.

En 1921, Hoda Chaarawi, qui était de retour d'une conférence féministe en Europe, enlève son voile en gare du Caire. Cet événement est considéré comme l'acte fondateur du mouvement féministe égyptien.

Prenant ses distances avec le Wafd de moins en moins respectueux des droits des femmes, elle fonde en 1923 une association féministe indépendante essentiellement présente dans les classes urbaines aisées, l'Union féministe égyptienne. Celle-ci existera jusqu'à la prise du pouvoir par Nasser.

Simultanément se renforce l'exclusion du salariat des femmes des milieux populaires. Des grands établissements industriels sont en effet créés à la périphérie des villes, loin des habitations. Ceux-ci sont difficile d'accès pour des femmes sur qui repose simultanément la totalité des tâches domestiques. Leur activité économique se concentre alors sur des activités artisanales ou commerciales de proximité.

Au milieu des années 1930, la bourgeoisie égyptienne qui avait rêvé d'impulser un développement industriel indépendant, jette l'éponge et s'allie désormais aux investisseurs étrangers. Malgré un développement important de l'industrie textile, l'essentiel du capital investi en Egypte reste entre les mains d'une classe parasitaire de grands propriétaires fonciers liés au marché mondial du coton dominé par les intérêts étrangers.

La perspective d'une guerre mondiale modifie la donne. Afin de raffermir sa domination sur l'Egypte face à l'Italie et à l'Allemagne, la Grande-Bretagne fait des concessions aux nationalistes égyptiens. Cela se traduit, notamment, par la signature en 1936 d'un traité accordant davantage d'autonomie à l'Egypte, dont la maîtrise de son armée. En 1942, le syndicalisme est explicitement légalisé, mais sous un contrôle étroit de l'État. Son centre de gravité se situe dans les grandes usines du textile. Il continue à être majoritairement dominé par des responsables nationalistes, qui ne sont pas issus du mouvement ouvrier et en-

treignent des rapports paternalistes avec les salariés. Simultanément, la répression s'abat contre les Frères musulmans.

Dans le cadre de la crise économique que traverse l'Égypte après la deuxième Guerre Mondiale, une montée des luttes a lieu à partir de février 1946. Elle voit l'entrée en scène massive d'un mouvement ouvrier en partie structuré par des militants communistes combinant lutte de classes et anti-impérialisme. Ce courant communiste est toutefois fragilisé par les rivalités entre les petites organisations qui le compose, ainsi que par l'appui de l'URSS à la création de l'Etat d'Israël<sup>5</sup>.

L'amorce de la guérilla dans la zone du Canal encore occupée par les britanniques témoigne de l'importance de la volonté d'indépendance totale.

A partir de janvier 1952, la vague montante de mobilisation est brutalement stoppée par le déclenchement d'une répression de très grande ampleur suite au grand incendie du Caire dont les causes sont toujours mal élucidées. Le congrès de fondation d'une confédération syndicale, prévu pour janvier 1952, n'aura pour cette raison jamais lieu.

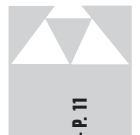
## **L'APOGÉE DU NASSERISME (1952 - 1967)**


Juillet 1952 marque une rupture décisive dans l'histoire de l'Égypte. Les "officiers libres", sous la direction de Nasser renversent la monarchie à la solde des Britanniques. Pour la première fois depuis 2 500 ans, l'Égypte est dirigée par des Égyptiens. La popularité de Nasser en Égypte, dans le monde arabe, et plus largement dans le "Tiers-monde", se renforce considérablement en 1956 avec la nationalisation du canal de Suez et le départ total de l'armée britannique.

Nasser fait le pari de l'industrialisation pour sortir de la spécialisation internationale coloniale qui cantonnait le pays à l'exportation de coton. Dans ce but, toutes les entreprises employant plus de 200 salariés deviennent propriété de l'Etat.

De nombreux travailleurs soutiennent avec enthousiasme le régime militaire qui a promis l'indépendance et la justice sociale. Et, effectivement, *"entre 1952 et 1965-1966, le niveau de vie des ouvriers et des paysans augmente considérablement. Une redistribution limitée des terres est mise en place et, beaucoup plus important, un contrôle du loyer des terres agricoles. Les salaires des citoyens sont augmentés. Un jour de congé payé hebdomadaire est institué, ainsi qu'un salaire minimum et des subventions aux produits de première nécessité"*. Le travail salarié féminin se développe, notamment dans la Fonction publique, et le statut de la femme est amélioré. *"Pour toutes ces raisons, Nasser a été très populaire pendant toute la période où il a été au pouvoir, sauf parmi ceux qu'il met en prison et torture, principalement les Frères musulmans et les communistes"*<sup>6</sup>.

Simultanément, Nasser interdit en effet les grèves et condamne à mort des grévistes dès son arrivée au pouvoir. *"Les travailleurs n'ont pas à revendiquer, c'est nous qui décidons de donner"* explique Nasser. Il n'est pas question pour lui de tolérer un syndicalisme militant et indépendant du pouvoir. Les syndicats ne sont considérés par lui que comme des forums dans lesquels les travailleurs





peuvent exprimer leurs opinions, ainsi que des structures visant à stimuler la production et répartir des prestations sociales. Leur fonction n'est pas de permettre aux travailleurs de s'organiser, mais de permettre à l'État de les encadrer. Nasser dissout les 500 syndicats existants, produits d'un demi-siècle de luttes. Il les regroupe ensuite, en 1957, dans une confédération syndicale unique, l'EFW, à laquelle succède, en 1961, l'ETUF. Pour une soixantaine d'années, le syndicat sera totalement intégré dans l'appareil d'Etat. La candidature aux élections syndicales, qui tiennent également lieu d'élections professionnelles, est subordonnée à l'appartenance au parti au pouvoir <sup>7</sup>.

Le parti nassérien est le seul à être autorisé. Les Frères musulmans subissent une répression implacable à partir de 1954. Il en va de même pour les militants communistes dont certains, désorientés par l'alliance entre le pouvoir et l'URSS, se rallient au régime au milieu des années 1950. Un parti communiste se reconstitue néanmoins en 1958, mais il éclate rapidement. Les deux groupes issus du PCE se dissolvent finalement en 1965 au sein du parti unique nassérien.

Les organisations féministes sont également interdites. L'Union féministe égyptienne est transformée en association ne devant plus s'occuper que d'œuvres sociales. Les militantes sont contraintes à l'exil, assignées à résidence ou jetées en prison.

## **UNE LONGUE PERIODE DE REFLUX (1967 - 2000)**

La défaite de 1967 face à Israël marque la fin d'une époque. Avant de mourir, Nasser amorce un rapprochement avec les USA et des négociations avec Israël. Ses successeurs accentuent cette "politique de paix" qu'Israël met à profit pour coloniser toujours plus les territoires occupés palestiniens. Afin de mieux lutter contre la contestation de gauche, en particulier parmi la jeunesse, Sadate favorise la réislamisation de la société. En 1971, il introduit dans la Constitution un article 2 qui stipule : *"L'Islam est la religion de l'Etat, et la charia est la principale source de la législation"*.

Suite aux grèves de 1975-1977, et aux émeutes de la faim de janvier 1977, cinq partis politiques sont autorisés à partir de 1977 : le Wafd (droite libérale), le Tagammu (gauche très modérée incluant des militants communistes), le Parti libéral (scission de droite du parti nassérien), le Parti du travail (scission de gauche du parti nassérien). Ce qui subsiste du parti nassérien est rebaptisé PND. Sans être officiellement autorisés, les Frères musulmans sont néanmoins tolérés entre 1971 et 1990, puis réprimés jusqu'en 2000 suite à l'assassinat de Sadate par l'un d'entre eux.

Sous Moubarak, le nombre de partis autorisés est porté à 24, mais le système politique est tel que le parti au pouvoir dispose en permanence d'un minimum de 70 % des sièges à l'Assemblée.

Entre 1974 et 1991 se met en route un long processus d'insertion dans l'économie libérale mondialisée, conforme aux orientations du FMI et de la Banque mondiale : privatisations s'accompagnant de suppressions d'emplois et de départs en préretraite, baisse des dépenses de l'Etat, réduction des services sociaux, remise en cause des subventions aux produits de première nécessité, remise en cause des

droits des femmes, etc. Le nouveau système est fondé sur la recherche de la rentabilité d'entreprises qui ne sont pour la plupart que des sous-traitantes des multinationales occidentales. Les taux de croissance égyptiens, exaltés par la Banque mondiale, cachent en fait une économie vulnérable à l'extrême. L'Égypte connaît une montée des inégalités et du chômage qui frappe une majorité de jeunes.

## **LA REMONTEE DES LUTTES ET DE L'AUTO-ORGANISATION (2000-2010)**

*"Depuis les années 1990, les politiques de la Banque mondiale produisent leurs effets : hausse des prix, remise en cause des services publics, pressions à partir de 1998 pour partir en préretraite".<sup>8</sup> Les droits sociaux des travailleurs sont progressivement remis en cause sous les présidences de Sadate et Moubarak, conformément à la politique néo-libérale impulsée par le FMI et la Banque mondiale. Il en résulte une succession de conflits sociaux.*

Après avoir protesté contre certaines mesures, la direction de l'ETUF se range rapidement aux côtés du pouvoir. Deux millions de salariés ont néanmoins pris part à 3 000 grèves, sit-in et manifestations depuis 1998. *"Ils expriment leur méfiance envers les structures syndicales en place et leur refus que celles-ci parlent au nom des salariés".<sup>8</sup>*

A partir de 2004, une vague de luttes ouvrières se développe contre les conséquences de la politique néo-libérale et en particulier les privatisations. Ce sont les plus importantes grèves du continent africain depuis plus de 50 ans. Elles se combinent avec la résistance obstinée des petits paysans menacés d'expropriation par le capitalisme agraire.

Face à la montée des luttes, la direction de l'ETUF écarte les opposants et exerce une mainmise croissante sur le déroulement des élections syndicales. *"Celles de novembre 2006 font l'objet de fraudes d'un niveau jamais atteint :*

- 30 000 candidatures aux élections dans les Comités syndicaux sont refusées par les autorités,
- les bureaux de vote sont contrôlés par des représentants de la direction de l'ETUF "<sup>8</sup>

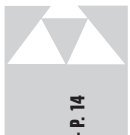
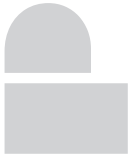
Résultat, 98% des élus du syndicat étaient ceux soutenus par le parti au pouvoir, la gauche et les Frères musulmans se partageant les 2% restants<sup>9</sup>. *"Le déroulement de ces élections font comprendre à de nombreux travailleurs qu'ils doivent prendre eux-mêmes leurs affaires en mains"<sup>8</sup>.*

Les tentatives de créer des réseaux syndicaux indépendants se multiplient dans cette période. Certaines ONG et plate-formes informelles font un travail considérable avec des réunions, des formations, des rapports, des périodiques, comme par exemple :

- le CTUWS, fondé en 1990 et animé par Kamal Abbas, un ancien ouvrier des aciéries licencié après la grande grève de 1989,
- l'ECESR, créée en 2009 et animé par l'avocat Khaled Ali.

Voit aussi le jour, en 2000, le Comité de coordination pour les droits et libertés ouvrières et syndicales (CCTUWRL), coordination informelle réunissant chaque





mois plusieurs dizaines de syndicalistes du Caire et de province, de sensibilités différentes, et qui cherche à faire émerger une voix autonome et combative. Deux syndicats indépendants finissent par arracher leur reconnaissance légale : en 2009, le syndicat des collecteurs d'impôts fonciers et, en 2010, celui des techniciens des services de santé.

Les luttes ouvrières servent de toile de fond à l'implication d'une partie de la jeunesse estudiantine ou ayant fait des études : le nom même du "Mouvement de jeunesse du 6 avril" est né de la solidarité avec les grèves du textile de Mahallah qui ne se limitaient pas à des demandes catégorielles mais se confrontaient directement au syndicalisme officiel. Vers la même époque se constitue la coalition "Kefaya" dont le nom signifie "Assez !".<sup>10</sup>

Des mobilisations se développent également en soutien à la deuxième Intifada en Palestine (à partir de septembre 2000), puis contre la guerre en Irak (à partir de mars 2003).

Des jeunes militants islamistes participent à ces différentes campagnes aux côtés de militants de gauche.<sup>11</sup>

Une convergence se produit donc entre les deux composantes sur lesquelles reposera l'explosion de janvier-février 2011 : des jeunes dont c'est la première expérience, et des militants syndicaux et associatifs résistant depuis des années au pouvoir. Le plus souvent, ces derniers appartiennent ou ont appartenu à différents courants politiques : des communistes ayant refusé les compromissions de leur parti sous Nasser, des nostalgiques de la période nassérienne, des trotskystes issus des mobilisations de la jeunesse dans les années 1990, etc.

La révolution tunisienne sera l'étincelle qui déclenchera l'explosion de 2011.

1) Nathan Weinstock, "Le mouvement révolutionnaire arabe" – Maspéro (1970) p 22.

A noter qu'en 1914, le coton brut représentera 93 % des exportations égyptiennes ! L'Égypte est devenue une "ferme à coton". "Workers on the Nile" par Joel Beinin et Zachary Lockman (1988), p 9. pp

2) Sur le mouvement ouvrier avant 1914, voir les articles d'Ilham Khuri-Makdisi et Anthony Gorman dans le dossier publié par Didier Monciaud "Les gauches en Égypte". Cahiers d'histoire (2008) <http://chrhc.revues.org/index504.html> et <http://chrhc.revues.org/index1241.html>

3) Une analyse fouillée de la révolution de 1919 figure dans "Workers on the Nile" pp 83-120.

4) Sur le mouvement ouvrier du début des années 1920, voir le chapitre de "Workers on the Nile" traduit dans "Les gauches en Égypte" (2008) - <http://chrhc.revues.org/index539.html>

5) Existent à cette époque le courant New Dawn-Nouvelle aube (animé par l'avocat Youssef Darwiche), et le DMNL (animé par Henri Curiel et Hillel Schwartz). En 1947, la principale organisation communiste, le DMNL, comptait 1 600 membres, dont une majorité d'intellectuels, ainsi qu'un nombre significatif de militants d'origine étrangère (Joel Beinin, "Workers on the Nile" p 352). Henri Curiel a été expulsé d'Égypte en 1950, il est mort assassiné à Paris en 1978. Youssef Darwiche a été un des fondateurs du CTUWS en 1990, il est décédé en 2006.

Concernant Henri Curiel, on peut lire l'article de Gilles Perrault [www.monde-diplomatique.fr/1998/04/PERRAULT/10239](http://www.monde-diplomatique.fr/1998/04/PERRAULT/10239) - avril 1998 ainsi que l'article de Didier Monciaud paru dans le n°20 d'Égypte-Monde arabe <http://ema.revues.org/index499.html>

Concernant Youssef Darwiche, on peut lire :  
<http://weekly.ahram.org.eg/2004/719/profile.htm> et  
<http://weekly.ahram.org.eg/2006/799/eg43.htm>

Le recueil "Les gauches en Égypte" (2008) comporte plusieurs articles sur l'histoire complexe du communisme égyptien :

Joel Beinin - <http://chrhc.revues.org/index532.htm> ,

Sherif Younis - <http://chrhc.revues.org/index543.html> ,

Tewfik Aclimandos - <http://chrhc.revues.org/index528.html>

6) Joel Beinin (2011).

7) Ibrahim Gamal Abdel Nasser : Représentation syndicale et transition libérale en Égypte - Égypte/Monde arabe n°33 (1998) p22

<http://ema.revues.org/index1586.html>

8) Propos de représentants de la nouvelle centrale syndicale recueillis au Caire le 24 mai 2011 par la délégation de l'Union syndicale Solidaires (traduction de Françoise Clément).

9) Françoise Clément : Élections ouvrières : entre fraude et chasse aux « Frères masqués » (2006)

[www.cedej-eg.org/IMG/pdf/04-CE2006-Francoise\\_Clement.pdf](http://www.cedej-eg.org/IMG/pdf/04-CE2006-Francoise_Clement.pdf)

10) L'activité de Kifaya a décliné après 2006, suite à la répression, les divergences internes et ses capacités limitées à étendre son influence au-delà des "classes moyennes" urbaines ayant fait des études. Beinin-Duboc (2010), p14.

11) Les Frères musulmans ont été tolérés entre 2000 et 2005, puis ont été à nouveau réprimés suite à leur percée électorale

#### Sources :

\* Joel Beinin et Zachary Lockman : *Workers on the Nile - Tauris (1988)* - et en particulier la conclusion pp 449-461. Un chapitre de ce livre est traduit dans le recueil "Les gauches en Égypte" (2008) <http://chrhc.revues.org/index539.html>

\* Sonia Dayan-Herzbrun : *Huda Sharawi, Féministe et nationaliste égyptienne (1998)*. [www.persee.fr/articleAsPDF/mcm\\_1146-1225\\_1998\\_num\\_16\\_1\\_1184.pdf](http://www.persee.fr/articleAsPDF/mcm_1146-1225_1998_num_16_1_1184/article_mcm_1146-1225_1998_num_16_1_1184.pdf)

\* Joel Beinin : *Workers and Peasants in the Modern Middle East - Cambridge University Press (2001)*

\* *Les gauches en Égypte, 19° et 20° siècle - Cahiers d'histoire (2008)*, sous la direction de Didier Monciaud <http://chrhc.revues.org/index93.html>

\* Joël Beinin et Marie Duboc : « *Justice for All: The Struggle for Worker Rights in Egypt* » (2010)

[www.solidaritycenter.org/content.asp?pl=863&sl=407&contentid=867](http://www.solidaritycenter.org/content.asp?pl=863&sl=407&contentid=867)

\* Joël Beinin : *On the Egyptian Labor Crisis: A Historical Perspective on the Popular Uprising in Egypt* (février 2011) [www.europe-solidaire.org/spip.php?article20214](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article20214)

\* Elena Ambrosetti : *Inégalités entre genres et travail féminin en Égypte - L'Égypte au présent, Actes Sud (avril 2011)* pp 774-776

\* Samir Amin : *Réflexions égyptiennes (mai 2011)* [www.europe-solidaire.org/spip.php?article21675](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article21675)

\* Laura Guazzone : *Les Frères musulmans en Égypte : entre néo-autoritarisme, réformisme et islamisme - Maghreb-Machrek n° 207 (printemps 2011)*.





Sur cette pancarte du rassemblement place Tahrir le 27 mai 2011, il est écrit : "L'épuration de la magistrature corrompue est un préalable au procès de la corruption". Photo : Solidaires



# RETOUR SUR UNE VAGUE DE LUTTES PREMONITOIRES

*Les grèves massives de février 2011, qui ont poussé l'armée à destituer Moubarak, ne sont pas tombées du ciel ou de la magie de Facebook. Elles sont dans la continuité de la vague de grèves la plus importante qu'ait connue l'Égypte depuis plus d'un demi-siècle. Mise à part celle du secteur des impôts fonciers, celles-ci étaient avant tout locales et ne parvenaient pas à se coordonner au niveau régional et national. Néanmoins, lorsqu'elles étaient victorieuses et devenaient connues nationalement, cela facilitait des mobilisations dans d'autres secteurs.*

*Dans la foulée de la grève des impôts de 2007 et de la constitution du premier syndicat indépendant, des luttes ont démarré en février 2009 parmi le personnel administratif de l'Éducation et en mai 2009 à la Poste. Ces grèves ont constitué un phénomène nouveau et significatif dans la mesure où elles se déroulaient dans des secteurs stratégiques faisant partie de l'appareil d'État. Elles ont rendu possible la généralisation des grèves en février 2011. Sauf indication contraire, les éléments qui suivent sont empruntés à la brochure de Joel Beinin et Marie Duboc publiée en 2010.*


## LA MISE EN PLACE DE LA POLITIQUE NEO-LIBERALE

En 1991, l'Égypte avait signé un Plan d'ajustement structurel (PAS) avec le FMI et la Banque mondiale. Ce plan a été mis en oeuvre au travers de la loi 203 de 1991, qui établissait une liste de 314 entreprises publiques devant être privatisées. La centrale syndicale unique (ETUF) avait exprimé son opposition aux privatisations lors de l'annonce, en 1974, de la politique économique de "porte ouverte" aux marchandises et aux capitaux. Elle approuva néanmoins par la suite la loi concernée. A la mi-2002, 190 entreprises étaient privatisées.

L'inquiétude face au chômage et d'autres conséquences possibles des privatisations a provoqué, au milieu des années 1990, un renouveau des grèves et autres actions collectives. Ces craintes étaient fondées : d'après les chiffres officiels, le taux de chômage aurait augmenté de moitié entre les années 1990 et 2002-2003.

La loi 203 interdisait bien de procéder à des licenciements massifs après la privatisation d'une entreprise. Mais les dirigeants des entreprises publiques avaient l'habitude de rendre leur entreprise plus attractive pour les investisseurs en les "dégraissant" avant la vente. Par la suite, de nombreuses entreprises récemment privatisées supprimaient malgré tout des emplois.





Le développement des grèves faisait également suite au refus des investisseurs privés de verser certaines rémunérations annexes, comme par exemple des dividendes sur les actions détenues par les salariés, ou encore de verser les cotisations patronales aux caisses de retraites.

## **LA VAGUE DE MOBILISATIONS DE 2004-2010**

En juillet 2004, le président Moubarak nomma un nouveau gouvernement, dirigé par Ahmad Nazif. Ce gouvernement accéléra les ventes d'entreprises publiques, privatisant jusqu'à 17 d'entre elles dès la première année. Cette politique était en grande partie pilotée par des membres du cabinet d'affaires proche du fils de Moubarak et dont les membres étaient des hommes d'affaires ou des diplômés ayant fait leurs études supérieures en Occident.

Les mobilisations se sont alors amplifiées : entre 2004 et 2008, plus de 1,7 million de travailleurs ont participé à 1 900 grèves et autres formes de lutte. Alors que les travailleurs du secteur public avaient été la force principale des grèves et autres mobilisations depuis 1971, les salariés du privé ont représenté jusqu'à 40 % des participants aux grèves ayant eu lieu pendant cette période.

Ces actions du monde du travail ont été amplifiées par celles existant sur le plan politiques : au même moment avait lieu la campagne pour la démocratie organisée des regroupements, comme Kifaya (Assez !). Ceux-ci étaient composés de militants issus de diverses traditions politiques (nassériens, marxistes, certains islamistes, etc.) exerçant, pour l'essentiel des professions intellectuelles.

En 2007, les grèves qui avaient leur centre de gravité dans le textile et la confection, se sont étendues dans les matériaux de construction, le transport, le métro du Caire, l'industrie alimentaire, la boulangerie, les services de santé, le secteur pétrolier de Suez, les employés, les fonctionnaires, etc.

## **LES GREVES À L'USINE TEXTILE MISR DE MAHALLAH**

Une grève massive a éclaté en décembre 2006 dans cette usine appartenant à l'Etat, une des plus importantes entreprises industrielles d'Egypte. Construite en 1927, elle symbolisait le rêve éphémère de la bourgeoisie égyptienne d'impulser un développement autonome. Les ouvriers de cette usine ne s'étaient pas manifestés depuis le début du programme d'ajustement structurel. La grève a commencé juste après les élections syndicales truquées, qui dans le cadre du syndicat unique tiennent simultanément lieu d'élections professionnelles. Malgré l'opposition de l'ETUF, les 22 000 ouvriers des trois équipes se mirent en grève le 7 décembre 2006. Ils occupèrent leur usine trois jours durant pour obtenir la prime équivalent à 45 jours de salaires, promise avant les élections par les candidats officiels et le pouvoir. Dès le troisième jour, le gouvernement accepta de verser immédiatement une prime équivalent à 21 jours de salaires et le solde en 2007.

Dans le cadre de cette grève, les travailleurs ont mis en place un comité de grève pour diriger le mouvement et représenter les salariés lors des négociations. Après la grève, les salariés de l'entreprise demandèrent à la confédération de démettre de ses fonctions le comité syndical local de l'usine, car il n'avait pas soutenu la grève. Comme la centrale ne le faisait pas, environ 14 000 travailleurs signèrent une pétition à la direction de l'ETUF. Ils y exprimaient leur absence totale de confiance envers le Comité local et annonçaient leur démission du syndicat. Mais la bureaucratie de la confédération fit la sourde oreille et continua à faire prélever leur cotisation par l'employeur.


Cette victoire fit des émules. Douze jours plus tard, 2 300 ouvriers d'une cimenterie privatisée se mettaient en grève. L'employeur avait supprimé de la convention collective une prime représentant 67 % du salaire fixe. L'occupation dura dix jours et des membres de la section syndicale entamèrent une grève de la faim, avant que l'employeur ne réintègre la prime. Le 20 janvier 2007, 300 conducteurs de train bloquèrent le direct Le Caire-Alexandrie, et les conducteurs de métro ralentirent les rames pour obtenir le maintien des salaires en cas de maladie professionnelle. Fin janvier, les entreprises textiles publiques du Delta se mirent en grève les unes après les autres. Pour empêcher la propagation de la fronde de Mahallah, le gouvernement avait cru bon de verser des primes « préventivement » aux deux fonderies publiques de Chûbra et de Héluane ainsi qu'aux sociétés textiles publiques. Mais les grèves continuèrent de plus belle<sup>1</sup>. Lors d'une nouvelle grève à l'usine Misr de Mahallah, en septembre 2007, cinq élus au comité de grève furent arrêtés et subirent des pressions pour accepter un arrangement dans le dos de leurs collègues. Ils acceptèrent uniquement de soumettre ces propositions aux grévistes, et ceux-ci les rejetèrent. Après avoir été relâché, l'un d'entre eux avait déclaré : *"Nous voulons un changement dans la structure et la hiérarchie du système syndical dans ce pays (...). La façon dont les syndicats sont organisés dans ce pays est totalement mauvaise, du sommet à la base. C'est organisé pour faire croire que les délégués ont été élus, alors qu'ils sont en réalité désignés par le pouvoir"*.

## **LA GREVE DE KITTAN TANTA**

Kittan, située à Tanta, était une entreprise publique depuis 1954. C'est la plus importante entreprise égyptienne du secteur du lin, qui a compté jusqu'à 2 500 salariés.

En 2005, le gouvernement a décidé de vendre l'entreprise à un investisseur d'Arabie Saoudite. Les salariés de Kittan Tanta s'étaient mis en grève en février 2007, sans l'autorisation de l'ETUF, contre des mesures prises par l'employeur en violation de la loi : un accroissement des horaires de travail sans rémunération supplémentaire, une réduction de moitié de la prime de productivité, l'instauration d'un ticket modérateur allant jusqu'à 30 % pour les frais médicaux. Comme ces revendications n'étaient pas satisfaites, la





mobilisation a continué. Une nouvelle grève, le 2 juillet 2008, fut soutenue par 2 des 11 délégués de la section syndicale locale, bien que cette action ne soit pas autorisée par la structure nationale de l'ETUF. Le 15 juillet, un de ces deux délégués et 5 autres travailleurs furent licenciés pour avoir participé à la grève. Bien que la justice ait estimé que ces licenciements étaient injustifiés, ils n'avaient pas été réintégrés.

De multiples sujets d'insatisfaction s'accumulaient par ailleurs :

- En juillet 2008, les salariés n'avaient pas reçu l'augmentation annuelle de 7 % du salaire de base prévue par la loi ;
- En dépit du fait que l'entreprise réalisait des profits, les salariés n'avaient pas reçu leur participation aux bénéfices depuis la privatisation ;
- La prime de productivité était calculée, non pas sur le salaire de base en cours, mais sur celui de 2004 ;
- La prime de repas n'avait pas été augmentée contrairement à ce qu'avaient fait les autres entreprises du secteur depuis avril 2007.

Au printemps 2009, les salariés de Kittan décidèrent d'entrer à nouveau en lutte. Cette fois-ci, les dirigeants du syndicat national et de la confédération approuvèrent l'annonce d'une grève de 5 jours à compter du 31 mai 2009. En fait, celle-ci dura finalement près de 6 mois.

Pour Kamal 'Abbas du CTUWS<sup>2</sup>, le fait que les responsables nationaux du syndicat aient donné leur autorisation pour la grève reflète le fait qu'ils avaient *"pris conscience que la survie de l'ETUF était menacée"* et que *"l'ETUF n'avait plus aucun lien, non seulement avec les dirigeants ouvriers, mais également avec la société dans son ensemble. Tel était le résultat de la complète soumission au gouvernement, ainsi que son soutien à celui-ci"*.

Après avoir rencontré le Ministre du travail et la direction de l'entreprise, les responsables nationaux du syndicat demandèrent aux salariés d'arrêter la grève. Mais la grève continua néanmoins.

Le syndicat national cessa alors de verser des indemnités aux grévistes, ces derniers constituèrent alors leur propre caisse de grève. Rejetant une proposition du Ministre du paiement d'un mois de salaire en échange d'un arrêt de la grève, ils continuèrent à se battre pour la satisfaction de leurs revendications. Le 18 août, 850 salariés entamèrent une grève de la faim au sein de l'usine, pendant que leurs collègues manifestaient devant le bureau du Premier ministre. Les grévistes reprirent finalement le travail à la mi-novembre, sans que soient satisfaites les revendications économiques, ni celle de la réintégration des salariés licenciés.

En mars 2011, Kamal Abou Aïta explique : *"Avant 2011, le seul cas de grève supportée par l'ETUF fut celui d'une usine de lin dans la zone industrielle de Tanta. L'ETUF est intervenue pour pousser les travailleurs à accepter un plan de préretraite. Mais après six mois de grève, les travailleurs ont été abandonnés et aujourd'hui ils sont tous sans emploi. Le but était en fait de fermer l'usine, pas du tout de défendre les travailleurs qui maintenant sont tous sans emploi"*<sup>3</sup>.



Manifestation des agents de collecte de taxes foncières devant le siège du Conseil des ministres. 11 décembre 2007  
Photo : Hossam el-Hamalawy


## LA GREVE DES IMPÔTS FONCIERS DE FIN 2007

Les 55 000 collecteurs d'impôts fonciers, dépendant des collectivités locales, percevaient des salaires considérablement plus faibles que ceux de leurs collègues dépendant directement du Ministère des Finances. Ils réclamaient, pour cette raison, la parité salariale et leur rattachement au Ministère des Finances plutôt qu'aux collectivités locales.

Le mouvement a commencé localement par le refus d'enregistrer les déclarations fiscales des citoyens. En septembre 2007, environ 3 000 d'entre eux et membres de leurs familles participent à un sit-in devant le Ministère des Finances, ce qui est absolument interdit en Egypte. Suit une manifestation de 24 km entre le Ministère et le Conseil du gouvernement. Elle se poursuit par un sit-in de 48 heures, avec l'exigence d'être reçus par le Ministre des Finances qui est souvent en voyage à l'étranger. Un sit-in de 48 heures est également organisé devant le siège du syndicat officiel.

Le pouvoir ne donnant toujours pas de réponse, un nouveau sit-in a lieu 15 jours plus tard devant le Conseil du gouvernement avec 13 000 participants. C'est un véritable événement pour ce régime policier. Une grève illimitée commence alors, elle durera 11 jours. Pendant cette période les rues sont bloquées jour et nuit par un sit-in devant le Conseil du gouvernement.

Les participant-es à ce mouvement proviennent de toutes les provinces. Certain(e)s ont parcouru plus de 1 200 km pour venir. On y retrouve sur un pied d'égalité des hommes et des femmes, appartenant à différentes religions et de toutes les tendances politiques.



Au 7ème jour, le Ministre des Finances accepte de recevoir une délégation, mais exige la levée du sit-in avant tout dialogue. La délégation répond que c'est aux grévistes de décider, et un vote à ce sujet est organisé dans la rue. Une seule personne vote pour la levée du sit-in, et celui-ci continue.

Le Ministre, qui a précédemment travaillé au FMI, essaye alors de contourner le problème en prétendant que le pouvoir égyptien ne pouvait rien faire, que le problème était international, etc.

Le 11<sup>ème</sup> jour, il finit par donner son accord de principe sur les revendications. Ils obtiendront finalement une prime égale à deux mois de salaire et une augmentation de 325 %, soit la parité avec les agents dépendant directement du Ministère.

La mobilisation qui a conduit à la victoire avait impliqué le plus grand nombre de salariés de toute la vague de luttes en cours depuis 2004, ainsi que la première mobilisation coordonnée de fonctionnaires sur l'ensemble du pays.

Le Syndicat national des finances, banques et assurances (GUBIFE), affilié à la confédération unique ETUF, n'avait pas soutenu cette lutte. Sur 11 comités syndicaux locaux, seul celui de la province (gouvernorat) de Daqahliyya, et la moitié de celui du gouvernorat de Giza (dans l'agglomération du Caire) ont participé à cette mobilisation.

Pour cette raison, les collecteurs d'impôts avaient élu des délégués représentant chaque gouvernorat qui composèrent ensemble un comité national de grève. Dès la fin de la grève, le comité national de grève, où étaient représentés les comités de grève de tous les gouvernorats, décida de constituer un nouveau syndicat national indépendant du pouvoir. Celui-ci est "un bébé dont la mère est la grève".

Non seulement les collecteurs d'impôts fonciers avaient obtenu la satisfaction de leurs revendications économiques, mais ils finirent par obtenir en 2009, la légalisation du premier syndicat totalement indépendant de l'Etat depuis 1957. Exemple qui devint rapidement au centre des débats dans tous les secteurs.

## **L'ECHEC D'UNE TENTATIVE DE GREVE NATIONALE INTERPROFESSIONNELLE**

En soutien aux travailleurs de l'usine Misr de Mahallah, un appel à une grève nationale avait été lancé pour le 6 avril 2008. Le but de cette grève était notamment de soutenir la revendication d'un salaire minimum à 1 200 Livres égyptiennes (140 euros).

Le 2 avril, les Forces de sécurité ont occupé l'usine Misr, afin d'empêcher les travailleurs de faire grève. Bien que la grève n'ait finalement pas eu lieu, trois militants ouvriers ont été arrêtés le 6 avril et détenus 54 jours par le service des enquêtes des Forces de sécurité. On pouvait en déduire qu'ils avaient été torturés, ce qui est courant en Egypte pour des détenus de toute sorte. Bien que la grève ait été suspendue, une manifestation principalement composée de femmes et d'enfants surgit le 6 avril dans la principale place de Mahallah, juste

au moment où l'équipe de jour sortait du travail. Des hommes de main payés par l'Etat lancèrent une pluie de pierres pour disperser la foule, tandis que des membres en uniforme des Forces de sécurité tirèrent des gaz lacrymogènes et se préparèrent à taper sur les manifestants avec des bâtons. Après cette attaque, des manifestants brûlèrent les bannières des candidats du parti au pouvoir aux élections municipales du 8 avril.

Sur deux jours, les Forces de sécurité arrêtèrent 331 personnes, frappèrent des centaines d'autres, en blessèrent gravement 9, et tuèrent d'une balle dans la tête un jeune homme de 15 ans alors qu'il était sur le balcon de son appartement.

Suite aux heurts avec la police, 49 habitants furent notamment accusés de complot visant à détruire des biens. En décembre 2008, une juridiction d'urgence, contre laquelle aucun appel n'est possible, déclara coupable 22 d'entre eux et les condamna à des peines de prison comprises entre 3 et 5 ans, les 27 autres furent acquittés.

Epilogue : Le 30 octobre et le 1<sup>o</sup> novembre 2008, des centaines d'ouvriers de l'usine textile expulsèrent les vigiles de l'usine, afin de protester contre le non respect des promesses faites depuis la grève de décembre 2006 et pour exprimer leur peur d'une possible privatisation de l'entreprise.

En représailles, des salariés partisans de la direction harcelèrent sexuellement une des ouvrières les plus active dans la mobilisation, lui arrachant sa veste et son foulard. Une de ses collègues fut menacée de viol et un autre agressé.

Après que les victimes aient accusé la direction de l'entreprise d'avoir inspiré ces attaques, l'encadrement se vengea en mutant 5 salariées : trois dans des entrepôts à Alexandrie ou au Caire, deux dans un établissement où elles étaient payés 30 % de moins.

#### Sources :

\* *Françoise Clément : Élections ouvrières : entre fraude et chasse aux « Frères masqués » (2006), qui comporte notamment une analyse fouillée des grèves dans le secteur textile.*

[www.cedex-eg.org/IMG/pdf/04-CE2006-Francoise\\_Clement.pdf](http://www.cedex-eg.org/IMG/pdf/04-CE2006-Francoise_Clement.pdf)

Résumé : [www.cedex-eg.org/spip.php?article140](http://www.cedex-eg.org/spip.php?article140)

\* *Propos recueillis en janvier 2010 auprès de Kamal Abu Aita (syndicat indépendant des impôts) et Kamal Abbas (CTUWS) lors d'une rencontre du réseau syndical euro-maghreb auxquels participent notamment Solidaires, le SNAPAP (Algérie) et la CGT d'Espagne.* [www.europe-solidaire.org/spip.php?article19863](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article19863)

\* *Joel Beinin et Marie Duboc "Le combat pour les droits des travailleurs en Egypte" (février 2010) Pages 13-15, 30-31, 36, 46.*

[www.solidaritycenter.org/content.asp?pl=863&sl=407&contentid=867](http://www.solidaritycenter.org/content.asp?pl=863&sl=407&contentid=867) (extraits choisis et traduits par Alain Baron).

\* *Témoignages recueillis à Mahallah par la délégation de Solidaires en Egypte (25 mai 2011)*







Manifestation du 1<sup>er</sup> mai 2011 au Caire. Photo : Romain Hingant.